



Conférence de presse | 24 avril 2019
Europe

NVA
DE VERANDERING WERKT



L'avenir de la Flandre est indissociablement lié à l'Union européenne. L'Europe a été le moteur de la paix, du progrès et de la prospérité ces 60 dernières années. La N-VA entend exploiter et concrétiser les opportunités socio-économiques et politiques de la collaboration européenne.

La N-VA souhaite une nouvelle voie pour une meilleure administration.

Pour une collaboration européenne réalisable et soutenue qui permette à la Flandre de prospérer. Nous voulons une Union européenne qui se concentre sur les défis communs des États membres en exploitant ses avantages d'échelle et sa valeur ajoutée.

Nous comptons suivre l'évolution de l'Europe de manière positive et critique à la fois. La N-VA entend offrir une alternative à la croyance europhile dépourvue de tout esprit critique dans un super-État européen et les forces eurosceptiques qui veulent la destruction de l'UE. Cette attitude constructive et critique est absolument nécessaire pour la pérennité de la collaboration européenne.

Nous sommes pour une Europe assertive qui protège, lutte contre la migration incontrôlée, renforce les frontières extérieures et garantit la sécurité de ses citoyens. Une Europe qui mise pleinement sur l'emploi, renforce son économie et ose imposer des frontières sans devenir protectionniste. Et pour une monnaie européenne forte dans une zone euro où des accords clairs sont respectés.

La N-VA souhaite une Europe qui place l'unité dans la diversité au-dessus de la pensée unique. Une Europe qui nous reconnaît et dans laquelle nous nous reconnaissons. Des réalités économiques et culturelles différentes requièrent un travail sur mesure. Nous sommes pour une Europe qui poursuit des objectifs réalistes, s'oppose à la charge réglementaire superflue et réalise d'abord ce qui a été convenu avant de proposer de nouvelles législations.

Dans le cadre de la collaboration européenne, les États membres doivent décider de ce qu'ils font ensemble, pas parce qu'ils le doivent, mais parce qu'ils le veulent. À cet effet, la législation et la politique doivent être organisées et exécutées le plus près possible du citoyen. La collaboration européenne est la bienvenue lorsqu'elle offre une valeur ajoutée, fait face à des défis communs et offre des avantages d'échelle évidents lui permettant d'agir plus efficacement que les États membres séparément.

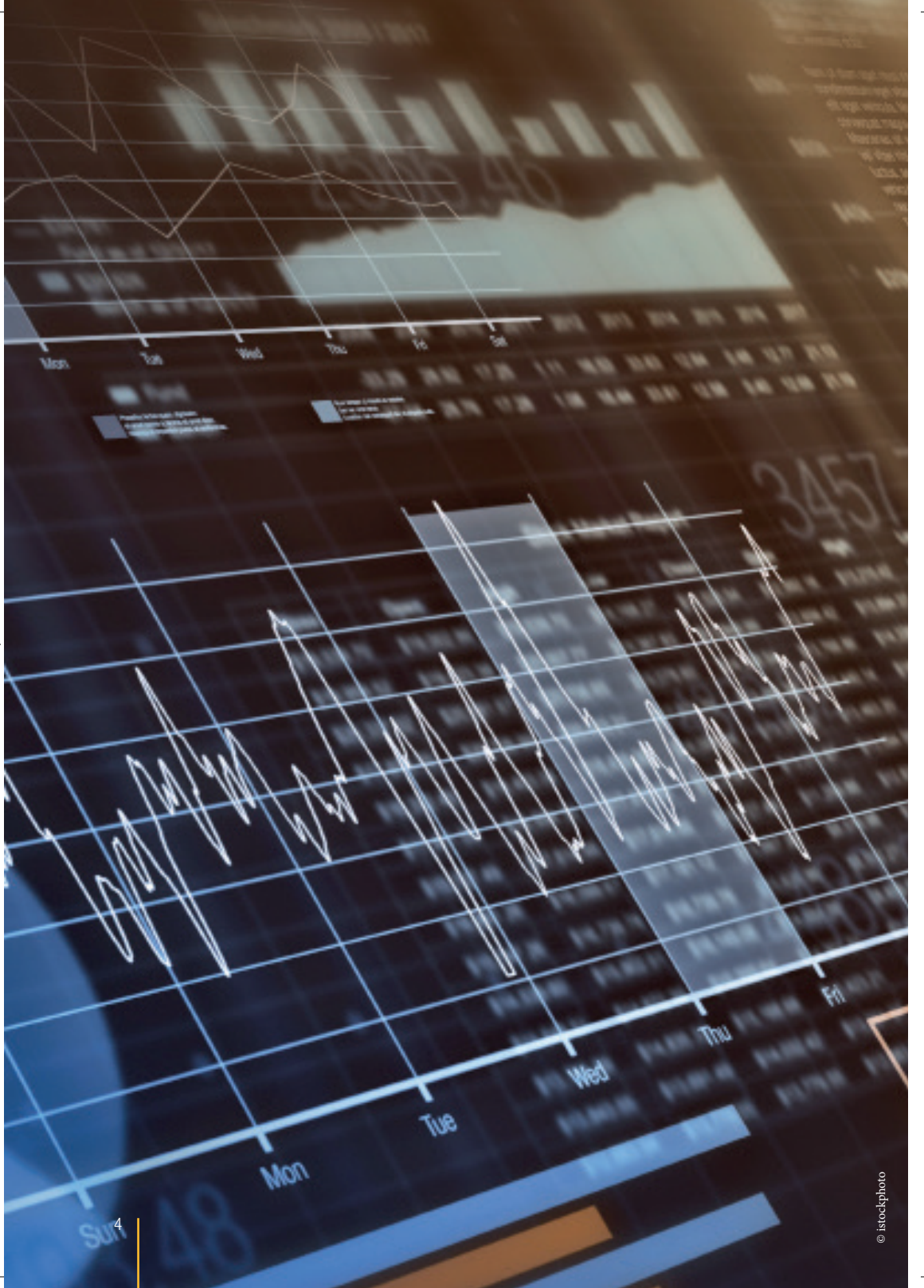




La N-VA plaide pour une Union européenne qui y réfléchit à deux fois avant de dépenser le moindre euro. Car s'il est correctement dépensé, cet argent permet des investissements judicieux. C'est pourquoi nous devons passer à une politique orientée vers l'avenir. Les domaines politiques traditionnels comme la politique agricole commune et la politique de cohésion doivent quant à eux être réformés en profondeur.

L'UE doit défendre et promouvoir notre identité, notre démocratie et nos normes et valeurs occidentales, basées sur les Lumières. L'UE doit donc faire clairement entendre sa voix quant au sort des prisonniers politiques catalans.





48



Propositions

Renforcer le marché intérieur, pilier économique de notre prospérité

Le renforcement du marché intérieur au niveau de l'énergie, des transports et de la numérisation est notre priorité. Nous voulons éliminer un maximum de barrières commerciales et établir autant de normes uniformes que possible. Le marché intérieur doit être remis au cœur de la politique européenne. Nous voulons exploiter au maximum le potentiel de notre marché intérieur, y compris vis-à-vis de nos partenaires étrangers.

L'Union doit endosser son rôle d'acteur mondial afin de promouvoir un commerce libre et équitable. Elle doit conclure de nouveaux accords de libre-échange ambitieux de manière proactive. Ces accords doivent offrir à nos entreprises un accès maximal aux nouveaux marchés étrangers et supprimer un à un les obstacles au commerce. Nous devons nous concentrer sur les pays émergents et les économies majeures, dans l'intérêt des entreprises, des emplois et de la prospérité flamands.

L'UE doit protéger ses citoyens, notre économie et notre prospérité sans devenir protectionniste. Notre économie doit être ouverte, sans faire preuve de naïveté. La réciprocité est au cœur de notre politique commerciale : quiconque souhaite accéder à nos secteurs doit également ouvrir son marché à nos entrepreneurs.

Nous devons rester prudents et agir de manière résolue dans la lutte contre la concurrence déloyale ou le dumping sur notre marché. Nous sommes favorables au screening européen des investissements étrangers directs dans des secteurs stratégiques lorsque l'ordre public ou notre sécurité est mis(e) à mal.

Un Brexit favorable au commerce

Nous sommes déterminés à trouver un accord favorable au commerce avec le Royaume-Uni. Nous sommes opposés aux droits de douane, aux droits d'importation ou aux quotas et voulons des possibilités de coopération maximales dans des domaines politiques comme la recherche, Erasmus, le transport maritime ou la sécurité.



L'UE : maillon important d'une politique d'asile et de migration stricte et juste

Toute politique migratoire commence par une politique frontalière forte. Les pays situés aux frontières extérieures ont une grande responsabilité dans le renforcement des frontières. Ils doivent pouvoir compter sur le soutien des autres pays de l'UE. Nous voulons renforcer Frontex, l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, et lui octroyer un mandat adéquat lui permettant d'exercer correctement son rôle.

L'Union européenne doit conclure des accords de retour afin de ramener tous les bateaux de trafiquants transportant des migrants illégaux vers le dernier pays de transit. Ces refoulements doivent retenir les bateaux sur les plages de pays comme la Libye et la Tunisie.

Il faut mettre un terme à la politique de libre passage entre États membres, afin qu'ils cessent de se renvoyer dangereusement la responsabilité du contrôle, de l'accueil et du séjour. La relocalisation des demandeurs d'asile au sein de l'UE n'est possible qu'en cas de surveillance des frontières, de clé de répartition équitable entre les États membres et de dissociation des avantages de sécurité sociale automatiques.

L'Union est parfaitement placée pour permettre un accueil de qualité dans la région en collaboration avec les organisations internationales et les États membres. Nous souhaitons aider sur place les personnes en quête de protection en aidant à la construction de lieux sûrs, sans laisser la moindre chance aux trafiquants d'êtres humains. Nous devons nous concentrer sur les immenses besoins en matière d'infrastructure afin de mener une existence digne et permettre le traitement d'une procédure d'asile correcte.





Un euro fort

La zone euro a besoin d'accords clairs qui doivent être respectés. La N-VA veut que chaque pays gère son budget, maintienne sa dette sous contrôle et assure la compétitivité de son économie. Les transferts ou une union politique ne feront que renforcer le conflit entre Nord et Sud.

Le secteur bancaire européen doit encore réduire ses risques. C'est la condition essentielle à la réussite d'une union bancaire. Car sans réduction, les risques ne peuvent pas être partagés. Le contribuable ne doit pas payer pour une politique désastreuse.

Nous voulons faciliter et étendre les possibilités de financement de nos entreprises au niveau européen. Avec l'union des marchés des capitaux, les entrepreneurs pourront attirer des financements alternatifs en vue de leur croissance, comme des obligations ou un financement boursier.

Les euro-obligations sont une mauvaise idée. La mutualisation des dettes ne peut pas résoudre les problèmes sous-jacents et n'est certainement pas une solution durable afin d'éviter une crise financière. Les États membres fuient ainsi leurs responsabilités et reportent ces coûts sur les prochaines générations.

Droits sociaux : prendre les choses en main

La politique européenne doit soutenir les États membres et non leur mettre des bâtons dans les roues. C'est pourquoi nous refusons toute idée de sécurité sociale européenne, d'allocation de chômage européenne ou de politique sociale uniforme. La N-VA souhaite que les États membres puissent décider eux-mêmes des conditions d'accès à la sécurité sociale.

Nous comptons lutter de manière structurelle contre le dumping social et la fraude. Nous devons lutter contre la concurrence déloyale, y compris dans les secteurs des transports, de la construction et du nettoyage. Nous devons poursuivre la création d'un terrain de jeu équitable pour les entreprises.



Budget européen : réduire pour prospérer

La N-VA est favorable à un budget qui mise de manière stratégique sur les défis de demain et les secteurs qui créent une forte valeur ajoutée. Nous voulons un tournant. Nous souhaitons dévier les fonds de la politique de cohésion et de la politique agricole commune, encore trop axées sur les transferts, offrant un soutien insuffisant à nos propres agriculteurs et à la société et ne se concentrant pas suffisamment sur des mesures structurelles pour une plus grande prospérité en Europe. Les moyens libérés seront investis dans le renforcement de notre économie, l'innovation, la gestion de la migration, la sécurité et la défense.

La politique agricole commune doit être réduite, plus respectueuse de l'environnement et modernisée. Nous voulons décentraliser et flexibiliser certaines parties de la politique agricole afin de mieux tenir compte des besoins de nos agriculteurs flamands. Nous voulons également qu'une partie du financement émane des États membres et que l'on tienne compte des différences au niveau des salaires, du pouvoir d'achat et des frais d'exploitation pour les agriculteurs.

Le budget doit être réduit à la suite du départ des Britanniques et nous refuserons tout nouvel impôt visant à financer l'UE. La fiscalité doit rester une compétence exclusive des États membres. Nous refusons l'idée d'impôts européens.

Une Europe assertive face au monde

Nous voulons une Europe déterminée et solide dans le monde. L'Union européenne est le levier qui nous permet de défendre nos intérêts et de faire entendre notre voix.

Dans sa politique extérieure, l'Union européenne doit miser pleinement sur les intérêts communs et la protection de ses citoyens. La coopération de sécurité et de défense européenne doit être étendue. Le renforcement de notre sécurité intérieure passe plus que jamais par le niveau international et la lutte contre le terrorisme, le trafic d'êtres humains et la cybercriminalité doivent être abordés de préférence au niveau européen.







Nous voulons évoluer petit à petit vers une coopération permanente avec les différents États membres européens en matière de défense. Notre collaboration doit se concentrer sur la stabilisation des pays du large cercle entourant l'Europe. En Afrique, nous devons davantage nous concentrer sur les pays du Sahel, et au Moyen-Orient, sur la lutte contre le terrorisme.

Une politique climatique et énergétique réaliste

La durabilité et la viabilité sont des sujets éminemment transfrontaliers et requièrent donc une collaboration internationale. Pour la N-VA, cela se reflète dans une politique des matériaux et des matières premières réfléchie afin de réduire notre dépendance vis-à-vis des pays tiers, l'amélioration de la qualité de l'air, la protection de notre nature et de notre biodiversité et la mise en place d'une politique climatique et énergétique ambitieuse mais réaliste.

Pas d'élargissements, mais une plus grande inclusion et des rapports de bon voisinage

L'Union européenne doit d'abord être approfondie et obtenir des résultats avant de parler d'un nouvel élargissement. Les derniers élargissements n'ont d'ailleurs pas encore été absorbés.

La Turquie ne sera jamais membre de l'Union européenne. Nous devons en revanche établir un partenariat stratégique avec ce pays, notamment au niveau de la migration ou de la lutte contre le crime organisé.

L'aide de pré-adhésion doit être objectivée et suspendue si un pays s'écarte des valeurs européennes. L'aide de pré-adhésion accordée à la Turquie doit donc être entièrement et immédiatement supprimée.

Les entités fédérées de l'Union européenne qui acquièrent leur indépendance de manière démocratique doivent automatiquement devenir membres de l'Union. La N-VA entend demeurer un acteur de premier plan dans ce cadre et continuer de lutter pour une Union qui défende l'autonomie régionale.





Pas de big bang institutionnel, mais plus d'attention à la plus-value de l'Europe et à la voix de la Flandre

Nous souhaitons renforcer la position des parlements nationaux et des parlements des entités fédérées dans le processus décisionnel européen et mettre en place un réseau de partenaires solides afin de faire entendre notre voix. Nous devons conclure des partenariats avec les pays du Nord qui souhaitent former un contrepoids à la volonté de domination de certains grands pays de l'Union européenne.

La Commission européenne doit être réduite et son efficacité améliorée. Bruxelles doit être l'unique lieu de réunion du Parlement européen. Le déménagement mensuel vers Strasbourg doit cesser car il coûte énormément et se révèle inefficace.



Geert Bourgeois

- Tête de liste à l'Europe
- Ministre-président flamand

Assita Kanko

- 2^e à l'Europe

Johan Van Overtveldt

- 3^e à l'Europe
- Ex-ministre des Finances

Mark Demesmaeker

- 4^e à l'Europe
- Eurodéputé



NVA
DE VERANDERING WERKT

francais.n-va.be